Elections Législatives du 23 Novembre 1958 — 1re Circonscription de la Creuse

ELECTRICES, ELECTEURS,

Pourquoi la Circonscription de GUERET :

Malgré un succès flatteur obtenu récemment à une élection au Conseil Général dans le Canton de Royère — Juillet 1958 — je n'ai pas hésité à choisir la première Circonscription GUERET-LA COURTINE pour demander le renouvellement de mon mandat de Député : mes amis de ce Canton ne m'en tiendront pas rigueur, je les assure de ma reconnaissance infinie et de mes amitiés dévouées.

Dans ce choix, deux raisons :

— D'une part, **enfant de cet arrondissement**, cette région m'a vu, après ma naissance à La Saunière (à 8 kilomètres de GUERET), grandir parmi vous et me dévouer sans cesse à votre cause comme homme, comme médecin, comme spécialiste du cancer, répondant toujours présent à vos divers appels.

— D'autre part, mon père est né à BOUSSAC-BOURG ainsi que mon oncle Camille FERRAND, mes grands-parents FERRAND — POISSONNIER — CLEMENT ont passé de longues années à La Saunière — Saint-Sylvain-Bas-le-Roc — Toulx-Sainte-Croix — La Serre-Bussière-Vieille. La famille du grand-père FERRAND avec neuf enfants cultivait la terre.

En un mot, toute ma famille et moi-même sommes d'authentiques creusois nés sur cette terre où nous avons pour elle un penchant naturel d'affection et de fidélité.

J'ai mérité votre confiance :

Je viens devant vous, conscient d'avoir accompli mon devoir et bien rempli la mission que vous m'aviez confiée il y a à peine trois **ans.**

Dans un élan d'enthousiasme, né de l'Entente des Gauches vous aviez donné à la liste dont je faisais partie 42.219 suffrages. 42.219 électrices et électeurs ont donc voté FERRAND, tandis que M. Le Baron Olivier Harty de Pierrebourg passait de justesse et grâce seulement à la combinaison des apparentements

La lecture de mon bilan d'action vous prouvera que je n'ai cessé, **pendant mon court mandat** de parlementaire, de défendre avec acharnement la cause de ce département que j'ai cité plusieurs fois à la Tribune de l'Assemblée Nationale.

La quatrième République est morte — Paix à ses cendres — l'Histoire jugera.

— Je suis un nouveau parlementaire. Après vingt-huit mois de mandat, on ne peut prétendre que je sois responsable en quoi que ce soit des malheurs qui ont fondu sur le pays : car je m'honore, après avoir voté la confiance au Gouvernement Guy MOLLET, à son investiture et pour les pouvoirs spéciaux, d'avoir refusé cette confiance — à lui et à ses successeurs — lorsqu'allant à l'encontre du désir exprimé par le corps électoral, M. Guy MOLLET fit la politique de la droite « la plus bête du monde » qui l'accusait « d'avoir vidé les caisses ».

Je m'honore d'avoir voté contre tous ces gouvernements qui se sont succédés, les ayant jugés des **incapables**, sans programme valable, en contradiction permanente avec les promesses électorales, ne **faisant rien en particulier pour l'agriculture.**

Les événements de Mai 1958 m'ont donné raison : mais il est désolant de voir ces responsables de nos malheurs à nouveau affronter le corps électoral comme s'ils étaient purs, vierges et n'avaient pas soutenu de leurs votes favorables ces gouvernements de faillite.

— En particulier, n'est-il pas déshonorant d'avoir été chassé de l'Indochine sans contre-partie, après y avoir englouti des centaines de milliards et les meilleurs de nos fils, parce que des chefs de gouvernement n'ont pas su discerner que cette lutte lointaine était sans issue. Nous aurions obtenu certainement le maintien de la présence Française et des traités avantageux pour notre commerce et notre agriculture si nous avions arrêté à temps cette lutte meurtrière en composant avec les interlocuteurs valables qui ne demandaient qu'à traiter.

Sous leur règne, les commerçants et les artisans ont connu de plus en plus l'injustice fiscale — **bien qu'une de mes interventions ait freiné l'ardeur des polyvalents** — les ouvriers, petits fonctionnaires ont connu la vie toujours plus chère ; les économiquement faibles, les vieux ont connu la gêne, voire la misère.

Quant au monde rural, il a subi les conséquences d'une politique agricole toujours absente qui a connu les pommes de terre à 40 sous, l'absence de vaccin contre la fièvre aphteuse, l'absence de subvention décente pour les pertes de toutes sortes qui assiègent les populations de nos campagnes, l'absence de Caisse des calamités agricoles, l'absence de protection sociale contre les risques maladie, l'absence d'égalité sociale entre les travailleurs **des villes et des campagnes** : plus le paysan travaille moins il gagne : d'où exode rural, villages dépeuplés, toits qui s'effondrent.

Et les récents effondrements des cours du bétail, alors que les prix à la consommation sont les mêmes, après la violation pour le blé de la loi sur les indexations des prix agricoles, dans une année de misère, justifient de légitimes inquiétudes ; à l'heure où le cultivateur a besoin de « faire de l'argent », où ses charges sociales deviennent écrasantes et où, demain, le monde rural risque d'être encore plus mal défendu à l'Assemblée Nationale, en raison du scandaleux découpage électoral qui va diminuer considérablement la représentation rurale : celle-ci peut en effet se trouver confiée, outre les Barons, les Comtes et les Ducs, à des généraux ou à des colonels devenus parlementaires ; à l'heure aussi où l'inquiétant marché commun risque d'accroître les baisses actuelles.

M. Le Baron de Pierrebourg qui a soutenu de ses votes ces Gouvernements de misère et de faillite mérite d'être sévèrement jugé par vous : à l'heure où les princes du régime passé abritent leur conscience déshonorée derrière le « bouclier » De Gaulle, vous devez par votre verdict les condamner sans pitié, d'une part, pour ne pas avoir fait la paix en Algérie après l'avoir promise bruyamment pendant la dernière campagne électorale ; d'autre part, pour ne pas avoir su défendre la République et avoir permis à une partie de l'Armée de ne plus être républicaine.

Radicaux Socialistes — Républicains sincères de toutes nuances : sans hésiter faites-moi confiance, assurez mon succès : Elu, nous referons ensemble ce grand Parti Républicain, ce grand Rassemblement Républicain dont vous conservez la nostalgie.

Mon action au Parlement :

Elu comme Radical socialiste de gauche en 1956, j'étais élu comme Radical socialiste au Conseil général et je suis toujours radical-socialiste.

Mes votes ont toujours été libres, indépendants, selon ma conscience : adversaire de la violence, sous quelque forme que ce soit je n'ai pas hésité à deux reprises à voter contre les évènements de Hongrie.

J'ai aussi voté pour les vieux, pour les Anciens Combattants, pour Pfimlin — M. de Pierrebourg ayant voté contre les vieux (scrutin concernant le financement et le paiement rapides de l'allocation complémentaire), contre les Anciens Combattants, contre le gouvernement Pfimlin donc pour les ultras, ce qui explique sa nouvelle étiquette « Centre Républicain » déposée à la Préfecture : rien d'étonnant, il ne fut jamais un véritable radical-socialiste.

J'ai fait **288 interventions** diverses figurant au Journal Officiel (Débats) : notamment des interpellations **à la tribune** de l'Assemblée Nationale.

— **pour la Défense de l'agriculture creusoise** contre le blocage des crédits d'équipement, pour l'habitat rural et les adductions d'eau (**Boussac**), pour l'augmentation des indemnités pour abattage, pour une caisse des calamités agricoles, pour la construction d'abattoirs publics, pour l'extension à tous les agriculteurs de la Sécurité Sociale.

— **Pour la défense du petit commerce et de l'artisanat et contre les brigades polyvalentes,**

— **pour une réforme fiscale démocratique,**

— **contre l'inquisition fiscale,**

— **pour les vieux** avec dépôt d'amendement pour augmenter leur retraite,

— **pour** l'amélioration des conditions de vie et de soins des **malades dans les hôpitaux.**

— **pour la construction d'un nouvel hôpital à GUERET** et la transformation de l'actuel en **Maison de retraite pour nos vieux :** satisfaction me fut donnée, la nouvelle construction va bientôt commencer.

— pour la création d'hôpitaux ruraux et de maternités rurales.

— pour le développement de l'**énergie atomique** à des fins pacifiques et la **protection des populations, des aliments, des poissons** (Gartempe) contre les radiations.

— **pour les pêcheurs** obtenant satisfaction au cours de la discussion de ma proposition pour le maintien du régime actuel de la taxe piscicole.

— **pour la défense des droits des Combattants et des Prisonniers** pour le paiement du **pécule** du prisonnier de guerre et de la retraite du combattant, après avoir déposé une proposition de loi avec demande de discussion d'urgence.

— **pour les Soldats d'Algérie,** notamment avec la discussion de ma proposition de loi attribuant une prime de démobilisation aux soldats d'Algérie : proposition adoptée à l'unanimité par la commission de la Défense Nationale.

J'ai en outre dénoncé les importations abusives de viande, lutté pour l'amélioration de l'équipement électrique de notre département ; je suis intervenu contre les taux abusifs de location des compteurs (proposition de loi), contre le déficit de notre balance énergétique, pour l'utilisation permanente du camp de **La Courtine,** pour l'amélioration du rendement de notre Station thermale **d'Evaux-les-Bains,** contre l'instauration de la vignette et ensuite pour sa suppression, pour la défense pénale des automobilistes et la protection des usagers par une modernisation du réseau routier, pour la défense des conditions sociales des handicapés physiques, pour le sport, pour l'interdiction de la vente de la permanente à froid, pour le rétablissement des exemptions de service en Afrique du Nord, pour l'aménagement du terrain d'aviation de **Guéret-Saint-Laurent,** en obtenant une subvention, pour la paix en Algérie...

J'ai en outre fait de nombreuses démarches dans divers Mi-

nistères pour l'obtention de subventions diverses, notamment **pour la Mine de Lavaveix,** lors des calamités atmosphériques, pour obtenir davantage de vaccin anti-aphteux.

MON PROGRAMME :

Celui de l'Union des Forces Démocratiques qui groupe depuis le 18 Juillet 1958 des organisations, des hommes politiques Radicaux-Socialistes, Socialistes S.F.I.O., U.D.S.R., Jeune République, Syndicalistes, Universitaires, représentant les diverses tendances de la Gauche non communiste : ces hommes n'ont cessé de dénoncer les carences de la 4e République, de lutter contre les faiblesses et les abus qui menaient le Régime à sa perte.

Ce programme pourrait reprendre les lignes principales de celui de 1956 que je n'ai pas trahi : il ne contiendra pas de promesses que je ne puis tenir.

Economique :

Instauration d'une économie fonctionnant par le peuple et pour le peuple avec orientation consciente et sélective des divers secteurs primordiaux de l'Economie.

Cette planification implique :

— la réforme de l'Armée et la réduction des charges militaires ;

— l'établissement d'un programme agricole tendant à l'orientation de l'agriculture vers les productions où la demande s'accentue (élevage, fruits), l'organisation des marchés et la garantie des prix, la modernisation des équipements par l'aide à l'investissement de manière à réduire les prix de revient et accroître le rendement, le développement de la coopération, la vulgarisation des techniques nouvelles et de l'enseignement, **la création de la Caisse des Calamités Agricoles ; l'extension à tous les agriculteurs des lois de protection sociale contre la maladie** à égalité avec les autres catégories sociales (allocations familiales, allocation logement..)

— la mise à la disposition des petites et moyennes entreprises des moyens de s'adapter et de se moderniser ;

— l'instauration du salaire fiscal des artisans, l'octroi de crédits personnels principalement aux jeunes et la réduction des charges sociales pour les artisans qui dispensent la formation professionnelle ;

— la simplification rationnelle des circuits de distribution.

— une plus grande justice fiscale par la réforme de l'impôt sur le revenu (abaissement du taux pour les revenus modestes et progressivité mieux aménagée, substitution d'un système d'abattement à la base au quotient familial actuel qui favorise les revenus élevés) par l'institution d'une taxe statistique sur l'enrichissement ;

— simplification du taux de la T.V.A. avec adoption d'un système de réduction massive pour les produits et services de première nécessité et les objets de type « utilité » dans chaque catégorie.

Social :

Cette planification doit s'accompagner d'une promotion sociale par :

— **l'extension à tous les citoyens** de la Sécurité Sociale ;

— par l'encouragement de l'Etat à la conclusion de conventions collectives nationales ;

— par **la sécurité de l'emploi** (institution d'un fonds de garantie de salaires ou de caisses d'assurance chômage) ;

— par **l'augmentation du S.M.I.G.** et **des prestations familiales** et la suppression des abattements de zônes ;

— par l'application du S.M.I.G. à tous les travailleurs, salariés agricoles compris ;

— par la **reconnaissance du droit au logement** par l'institution d'un service national du logement sous forme d'un service public où seraient représentés les syndicats de travailleurs, les associations familiales et les groupements de mal-logés ;

— par le remboursement à 80 % des dépenses médicales de tous les assurés sociaux.

Culturel :

L'essor démographique, l'expansion économique et la tradition culturelle de la France exigent :

— la réforme et la démocratisation de l'enseignement à tous les degrés et adapté aux besoins de la nation, création d'un enseignement unique jusqu'à 14 ans, développement de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, gratuité effective des études ;

— le développement de l'éducation populaire rurale, congés culturels, centres de formation supérieure ;

— la réorganisation du service militaire afin de permettre, pendant une partie de sa durée, l'emploi des jeunes à des tâches civiles d'intérêt national.

Algérie :

Le problème algérien demeure le problème majeur du pays.

La prolongation de la guerre compromet l'avenir des relations franco-musulmanes. Elle hypothèque dangereusement la vie politique française, entrave notre expansion économique, affaiblit notre position internationale et assombrit notre rayonnement culturel.

Après quatre années de combats, personne ne conteste plus l'impuissance de la force. Aucun des adversaires ne réduira l'autre et chacun le sait. La solution n'est donc pas militaire.

Quant à l'intégration, nous savons qu'elle n'est souhaitée ni profondément par la population musulmane consciente de sa personnalité, ni sincèrement par ceux qui affectent de la réclamer le plus, et que par ailleurs, elle n'est pas souhaitable pour la nation dont elle aliénerait les propres chances de redressement économique et de progrès social. Cet argument économique n'est pas pour autant majeur ni insurmontable.

Comme nous devons tout faire pour éviter l'abandon, la solution réaliste du problème est d'ordre politique. Il convient de créer immédiatement les conditions préalables d'une libre discussion permettant d'aboutir à la paix et à des rapports nouveaux fondés sur la justice et la compréhension mutuelles.

C'est-à-dire :

— assurer contre toutes les factions le respect de la personne humaine et de la légalité républicaine ;

— affirmer la prééminence du pouvoir civil sur le pouvoir militaire ;

— rétablir les libertés démocratiques, et notamment, la liberté d'opinion, la liberté de la presse et la liberté d'association.

Il convient **simultanément** d'engager des négociations, en vue d'aboutir à une trêve militaire, avec « toutes les tendances » représentées au sein des populations vivant sur le territoire algérien, et d'élaborer avec leurs représentants authentiques, notamment avec ceux qui seraient élus dans des élections indiscutables, **un statut d'association** indispensable au développement harmonieux de la France et de l'Algérie.

La 5e République :

La France a un nouveau régime. Il n'est pas très bon, mais on peut l'améliorer. Le précédent était indéfendable et il a fait faillite comme je l'avais prévu et annoncé.

Je me félicite que la 4e République ait disparu : elle a été liquidée par les erreurs politiques constantes des réactionnaires et des « molletistes » qui l'ont dirigé depuis des années.

Aujourd'hui le Général de Gaulle est à la tête de l'Etat. Il y a été porté par le coup de force des factieux d'Alger, ce qui très regrettable et ce qui rend sa tâche très difficile.

Une seule question se pose maintenant aux électeurs : comment favoriser, malgré le coup du 13 Mai, une politique de paix et de progrès ? Comment aider le général de Gaulle à mater les factieux civils et militaires du 13 Mai ?

De Gaulle ne pourra faire la paix en Algérie que s'il trouve au Parlement une force politique de gauche sur laquelle s'appuyer. Si la réaction l'emporte de Gaulle sera paralysé et la faillite de la 5e suivra de près celle de la 4e.

Les hommes politiques qui, comme moi, ont refusé de céder au chantage, qui ont montré qu'ils savaient dire NON aux ultras et aux parachutistes, sont prêts aujourd'hui comme hier à soutenir le général de Gaulle contre les fascistes dont il cherche maintenant à se débarrasser. **La nouvelle République vivra ou mourra selon que le Parlement que vous allez élire aura une majorité de démocrates ou de réactionnaires.**

Ici en Creuse, le problème se pose en termes simples et clairs.

Elire M. le Baron Harty Olivier de Pierrebourg, c'est contribuer à paralyser le régime et de Gaulle, c'est se résigner à la poursuite et l'aggravation de la guerre d'Algérie ; c'est accepter de payer, chaque année, mille milliards en impôts et en hausse des prix pour les ultras d'Alger et leur guerre de 100 ans. Elire un député de gauche, c'est apporter une pierre à la construction d'un Etat démocratique réel qui commencera par assurer la paix à l'Algérie et qui permettra le développement économique du pays.

Electrices, Electeurs, mes compatriotes,

Le scrution d'arrondissement vous permet de vous prononcer sur des hommes qui se présentent à vous.

Mon nom **suffisamment connu,** au passé garanti par une famille qui, comme moi, vit avec vous et partage vos peines, doit rallier la majorité des suffrages de ceux qui veulent que ce département soit défendu par un des leurs, **par un enfant du pays.**

Républicains ! N'ayant pas d'autre terre à mes souliers que celle de la grande famille creusoise, il est temps de ne plus voter pour un étranger parachuté qui n'a rien du peuple, il est préférable de choisir **un des vôtres.**

N'hésitez pas, Votez Creusois, Votez utile,

Votez pour l'ENFANT DU PAYS

Votez Docteur Pierre FERRAND

SECRETAIRE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE
Conseiller Général — Député sortant
Ancien Assistant de l'Institut du Cancer — Médecin Chef de Service de l'Hôpital de Guéret — Président du Groupe de Défense des Handicapés Physiques — Ancien Combattant, Croix des Services Militaires Volontaires — Chevalier de l'Ordre de la Santé Publique — Croix de Guerre 1939-1940

CANDIDAT RADICAL-SOCIALISTE
soutenu par l'Union des Forces Démocratiques

TOUS AUX URNES, Pour la défense de vos intérêts, Pour la défense de la terre Creusoise, Pour la défense de la Liberté et d'une République rénovée laïque et sociale.

Remplaçant Eventuel : **Docteur LAJOINIE** (Auzances)
Indépendant de Gauche

Guéret. — Imp. Lecante

Vu le Candidat :